



# BAD

## Note

D'ORIENTATION

# L'impact sur l'Afrique de la dégradation de la note de crédit des États-Unis et de la crise de la dette européenne

## 11 Introduction

L'économie mondiale est de nouveau dans la tourmente en raison de la crise de la dette souveraine aux États-Unis et en Europe. La dégradation de la note de crédit des États-Unis est intervenue à un moment crucial, dans la mesure où elle a probablement eu pour effet de renforcer le pessimisme du marché à l'égard d'une reprise rapide. Les places boursières ont chuté à l'annonce de la dégradation, mais ont repris peu après tout en restant fortement instables. Par ailleurs, les banques européennes demeurent particulièrement exposées à la dette souveraine européenne. Par exemple, si l'Espagne ne parvient pas à effectuer les remboursements de sa dette et doit la restructurer, les pertes des banques européennes vont exploser, atteignant 1 100 milliards d'euros, ou 62 % de leur capital total. Certaines banques américaines font face à un même niveau de risques. C'est ainsi que JP Morgan compte un montant total d'engagements de près de 15 milliards de dollars sur l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal. Dans ces conditions, les analystes ont revu à la baisse les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2011 tant pour la zone euro que pour les États-Unis. Le Fonds monétaire international a réduit, en juin 2011, la prévision de croissance du PIB des États-Unis de 2,8 % à 2,5 %. De même, Economist Intelligence Unit (EIU) a ramené sa prévision de croissance de la zone euro de 2 % à 1,7 % en août 2011.

Selon nos estimations, une baisse de 1% de la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE se traduira par un changement de près d'un demi-point de pourcentage de la croissance en Afrique. Si l'on peut tirer un quelconque enseignement de la crise mondiale de 2008-2009, les répercussions sur l'Afrique se manifesteront essentiellement par des réductions substantielles du commerce du continent avec les pays de l'organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Il ressort de nos estimations qu'une baisse de 1 % de la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE se traduit par une réduction de 10 % des recettes d'exportation de l'Afrique et une réduction de 2,5 % de ses importations.

---

Cette note d'orientation a été préparée par Vinaye Ancharaz (Économiste chargé de la recherche principal, EDRE.2), supervisée par Abebe Shimeles (Chef de division, EDRE.2) et Désiré Vencatachellum (Directeur, EDRE), sous la direction générale du Prof. Mthuli Ncube, Chef économiste et Vice-président, ECON

La crise de 2008-2009 aurait eu des répercussions plus graves si les économies africaines n'avaient pas eu une capacité de résistance accrue. Cette situation est imputable à l'amélioration de la gouvernance économique et à la montée des économies émergentes, ce qui a permis au continent de réduire sa dépendance à l'égard de ses partenaires classiques.

Toutefois, à la différence des crises financières de 2008-2009, la crise actuelle de la dette souveraine pourrait avoir un impact direct sur le rythme de croissance des économies émergentes comme la Chine, ce qui pourrait à son tour avoir des répercussions négatives sur la croissance en Afrique. En revanche, pour les pays africains, la crise actuelle a un aspect positif. L'appétence des investisseurs pour les obligations émises par des institutions cotées AAA d'Afrique s'est considérablement accrue depuis quelque temps. Même les émissions d'obligations souveraines par des pays africains comme le Ghana, le Nigeria, le Gabon et le Sénégal enregistrent des résultats satisfaisants. Par exemple, les marges d'une nouvelle émission d'obligations à 10 ans par le gouvernement du Sénégal en mai 2011 ont diminué de plus de 100 points de pourcentage sur le marché secondaire dans les deux semaines qui ont suivi l'émission, confirmant le solide intérêt des investisseurs à l'égard de telles obligations.

Le reste de cette note d'orientation analyse les répercussions potentielles de la crise de la dette des États-Unis et de l'Europe sur les perspectives de croissance de l'Afrique et met en évidence différentes solutions possibles.

## **2 Voies de transmission à l'Afrique de la crise de la dette des États-Unis et de l'Europe**

La faible croissance dans les pays de l'OCDE aura des répercussions sur les économies africaines essentiellement par cinq voies : commerce, liquidités, risque souverain, investissement étranger direct (IED) et envois de fonds et instabilité des flux de portefeuille, bourses des valeurs et taux de change.

### **2.1 Commerce**

Le ralentissement de la croissance économique dans les pays de l'OCDE se traduira par la réduction de la demande des biens d'exportation de l'Afrique. Ceci représente le mode de transmission le plus important par lequel la crise se répercutera sur les économies africaines. En fait, le commerce de l'Afrique a diminué de 20,6 % durant la crise financière de 2009. La diminution a été plus importante pour les exportations (-29 %) que pour les importations (-11,7 %), et a varié entre les pays et les régions en fonction : i) du niveau de concentration des exportations (accès au marché) et, ii) du degré de diversification du marché des exportations. Les régions les moins diversifiées ont été les plus gravement touchées par la crise.

---

L'analyse récente a établi que les prix des actions des sociétés qui tirent des marchés émergents l'essentiel de leurs revenus ont considérablement régressé suite à la crise de la dette qui se dessine aux États-Unis et en Europe. La conviction que les économies émergentes seront le moteur de la reprise de l'économie mondiale devient de plus en plus incertaine. (Bloomberg, 1er septembre 2011).

---

L'Afrique demeure la région la moins diversifiée du point de vue de l'accès au marché. L'Europe est la destination de la moitié sinon davantage des exportations de quinze pays africains (Figure 1, Annexe). Au nombre de ceux-ci figurent les économies insulaires petites et vulnérables (Sao Tome-et-Principe, Cap-Vert, Maurice, Seychelles et Comores), qui sont, de surcroît, fortement tributaires des touristes européens, ainsi que des exportateurs du pétrole comme la Libye, ainsi que des économies plus diversifiées comme la Tunisie. De ce fait, ces pays sont particulièrement exposés aux risques commerciaux que pourrait poser une aggravation de la crise en Europe. Par ailleurs, les États-Unis représentent le principal débouché pour les exportations de pétrole d'Angola, du Gabon, du Nigeria et du Tchad ainsi que pour les vêtements du Lesotho, ce qui rend ces pays spécialement vulnérables à une baisse de la demande aux États-Unis. Au plan régional, l'Afrique du Nord est la plus tributaire de la destination européenne des exportations, l'Union européenne (UE) ayant reçu 58 % des exportations de la région en 2008 (Tableau 1). Les pays de la zone franc, dont 36,4 % des exportations sont destinées à l'Europe, viennent au deuxième rang sur l'échelle de vulnérabilité, suivi de la région d'Afrique de l'Ouest au sens plus large.

**Tableau 1 Indicateurs régionaux du risque commercial**

	% des exportations totales à l'UE (2008)	Indice de concentration de la destination des exportations (moy. 2008-2010)	Indice de concentration des exportations (moy. 2008-2010)
Afrique du Nord	58,1	36.1	45.0
Zone du franc CFA*	36,4	36.4	23.4
Afrique de l'Ouest	28,5	39.0	58.6
Afrique australe	27,1	48.9	14.1
Afrique centrale	26,9	56.0	83.4
Afrique de l'Est	17,3	39.4	13.6
Afrique	40.1	42.2	42.1

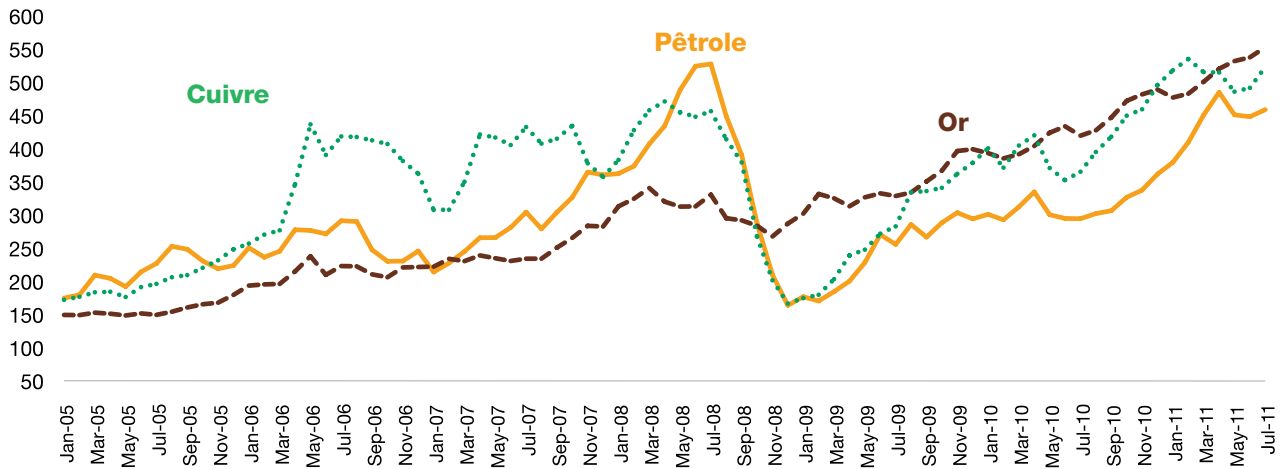
Source : Estimations des auteurs fondées sur COMTRADE de l'ONU et UNCTADStat.

Notes : Une valeur élevée pour les indices de concentration signifie un degré élevé de concentration.

\*L'indice de concentration de la destination des exportations pour la zone du franc CFA se réfère à l'année 2008 car des données plus récentes ne sont pas disponibles.

De nombreux pays africains exportent un nombre limité de produits de base qui sont vulnérables à l'instabilité des prix de manière souvent procyclique. Les crises de la dette et la reprise lente de l'économie mondiale se sont traduites par une baisse des prix de certaines des denrées d'exportation essentielles. Le prix du Brent brut, dont la tendance était à la baisse depuis la mi-juillet 2011, a continué de régresser au cours des deux semaines suivant la dégradation de la note américaine et, par la suite, l'annonce des mauvais résultats de croissance du deuxième trimestre en Allemagne (Figure 1). Les cours de certains métaux (le cuivre et l'argent) sont également en baisse, et doivent être observés de près. En revanche, le prix de l'or est en hausse, les opérateurs du marché se tournant vers des biens de refuge plus sûrs en période de grande incertitude.

**Figure 1 Tendances des prix des produits de base (référence=janvier 2000)**



Source : Estimations des auteurs fondées sur Banque mondiale (2011).

Si ces tendances à la baisse des cours des produits de base persistent, il en résultera des fortunes diverses pour les économies africaines. Les principaux pays exportateurs de pétrole verront probablement une contraction marquée de l'activité économique intérieure du fait de ces chocs des prix ; les exportateurs de produits minéraux et de métal comme la Zambie, le Zimbabwe, la Mauritanie et la Guinée viendront au deuxième rang des groupes les plus affectés. En revanche, les exportateurs d'or de l'Afrique (Afrique du Sud et Ghana) pourraient bénéficier de la hausse du prix de ce métal précieux, mais ce gain risque d'être annulé, tout au moins en partie, par la baisse des prix du minerai de fer (dans le cas de l'Afrique du Sud) et du pétrole (dans celui du Ghana).

Le prix du coton est en baisse depuis mars 2011 et, plus récemment, le prix du cacao a commencé à accuser la même tendance suite à de bonnes récoltes dans les pays producteurs de cette denrée en Afrique de l'Ouest (Figure 2). Cette région est l'une des moins diversifiées d'Afrique (voir Tableau 1), ce qui l'expose à un risque commercial élevé. Si la crise de la dette de la zone euro accentue la baisse des prix de ces produits agricoles de base, la majeure partie de la région d'Afrique de l'Ouest subira des pertes considérables des recettes d'exportation et un ralentissement de la croissance.

## 2.2 Pénurie de liquidité

L'effet de contagion de la crise de la dette européenne sur le secteur bancaire africain est fonction du degré d'intégration des banques africaines dans le système bancaire européen. Les banques européennes ont une solide présence dans certains pays africains comme le Mozambique, Madagascar, le Botswana, le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, la Zambie

**Encadré 1 Impact de la crise financière de 2008-2009 sur le financement du commerce : le cas de Cocobod**

Cocobod est un office de commercialisation ghanéen administré par l'État, qui supervise la culture, l'évaluation, le transport et l'exportation du cacao. Chaque année, l'exportation du cacao ghanéen est financée par un mécanisme de financement du commerce à court terme adossé sur les effets à recevoir. En fait, avant chaque campagne agricole au Ghana, Cocobod, un emprunteur de premier rang, contracte des prêts syndiqués par l'intermédiaire de bailleurs de fonds internationaux en Europe pour les achats de cacao. Bien qu'il soit parvenu, au fil des ans, à mobiliser avec succès des fonds sur le marché international, cette opération a été sérieusement entravée durant la crise financière de 2008-2009. Cinq banques commerciales ont refusé de participer à l'opération de syndication. Le coût de ses emprunts a grimpé en flèche, de Libor plus 250 points de base, contre Libor plus 45 points de base l'année précédente. Le coût de ses emprunts a certes diminué depuis lors, mais la dernière transaction a été conclue à Libor plus 90 points de base.

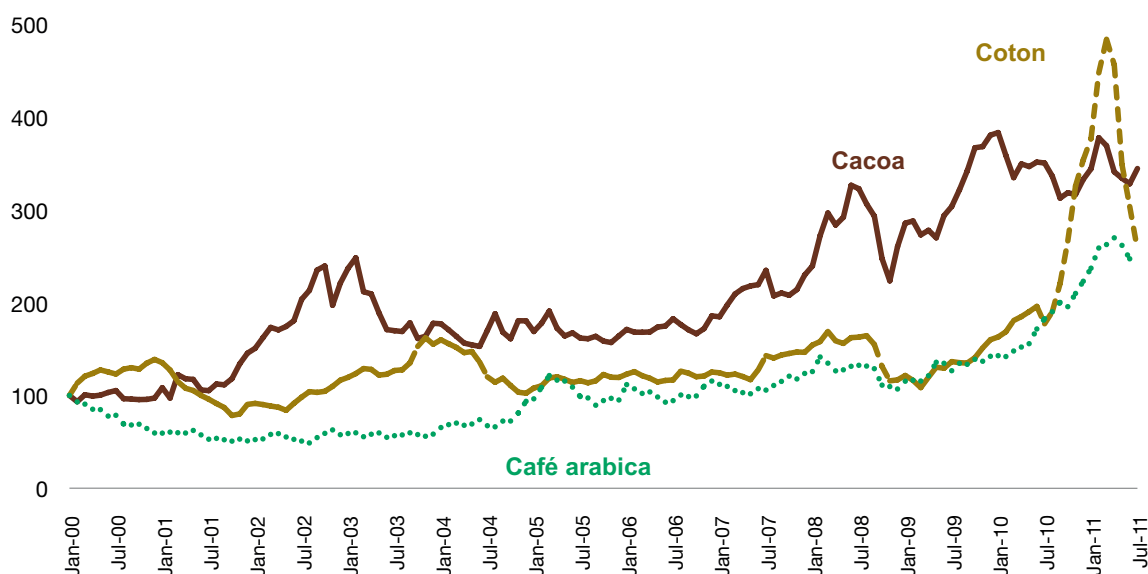
et la Tanzanie, où ces banques représentent plus de la moitié du total de l'actif bancaire (Figure A2, Annexe). En Angola, en Ouganda comme dans plusieurs autres pays, la domination des banques étrangères atteint également des niveaux élevés. Tous ces pays sont particulièrement vulnérables à un resserrement sur les marchés du crédit qui pourrait résulter de la crise de la dette européenne.

Même si la crise de la dette actuelle n'a pas dégénéré en une crise économique aux proportions bien plus vastes, les effets cumulés d'une autre crise financière – provoquée cette fois par les pertes subies par les banques sur les actifs (obligations d'État) qu'elles avaient depuis considérés comme des valeurs refuges – renforceront à coup sûr l'aversion au risque et augmenteront le coût de financement du commerce, comme cela s'est produit lors de la crise financière de 2008-2009. L'Encadré 1 illustre les résultats de Cocobod au Ghana durant les crises de 2008-2009.

**2.3 Risque souverain**

Le risque souverain pour les pays africains pourrait provenir de trois sources potentielles : i) contraction des apports d'aide publique au développement (APD) d'Europe ; ii) baisse des recettes fiscales liées au commerce pour les gouvernements africains ; et iii) coût élevé des emprunts sur le marché mondial du crédit.

**Figure 2 Évolution des prix à l'exportation des principaux produits agricoles africains (référence=janvier 2000)**



Source : Estimations des auteurs fondées sur Banque mondiale (2011).

Les apports d'APD à l'Afrique en provenance des pays de l'OCDE devraient être sérieusement entravés en raison des crises imminentes de la dette. Les apports nets d'APD à l'Afrique n'ont pas diminué durant les crises financières de 2008-2009 (Figure 3). Il en est ainsi parce que les décaissements d'aide du comité d'aide au développement (CAD) ont été soutenus par l'intervention opportune d'institutions de financement du développement, notamment la Banque africaine de développement. Toutefois, la crise actuelle intervient dans un contexte différent. La politique d'austérité budgétaire adoptée dans toute l'Europe, notamment le projet allemand de réduire les dépenses fédérales de près de 116 milliards de dollars sur les trois prochaines années, devrait se traduire par des réductions de l'aide au développement de l'UE dans son ensemble. Les États-Unis pourraient aussi réduire leur aide en faisant face à l'accroissement du déficit budgétaire et de la dette nationale, et à mesure que l'attention se tourne vers des problèmes intérieurs plus pressants à l'approche des élections de l'an prochain. Les pays africains qui sont lourdement tributaires de l'aide de l'OCDE risquent d'être confrontés à des coupes sombres des flux d'aide.

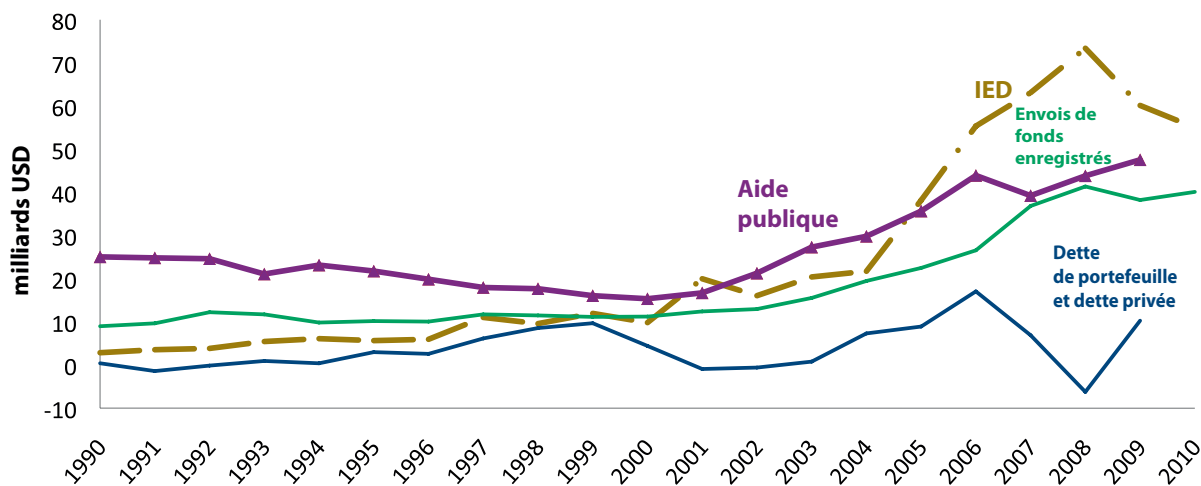
En fait, 28 pays (dont plus de la moitié en Afrique) ont reçu 50 % ou davantage de leurs flux d'APD de l'UE et des États-Unis en 2009. Sont également exposés à des risques considérables les pays pauvres qui sont tributaires dans une moindre mesure de l'aide de l'UE et des États-Unis et dont l'aide représente une proportion considérable de leur PIB. C'est notamment le cas du Liberia (avec plus de 100 % du PIB), du Burundi (44,5 %), de la Sierra Leone (25 %), du Mozambique (21 %), du Malawi (20,2 %) et du Rwanda (19 %).

Les taxes commerciales et les taxes liées aux ressources devraient aussi diminuer à mesure que fléchissent les flux commerciaux de l'Afrique.

Ces pays ont enregistré une dégradation sensible de leur situation budgétaire en 2010, imputable en partie aux effets décalés de la crise financière. Cette dégradation devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années. La crise de la dette européenne pourrait aggraver davantage la situation.

La baisse de la demande de produits de base pourrait réduire à néant une bonne partie des recettes publiques, et compromettre ainsi la stabilité budgétaire – et sociale – de ces pays. Les taxes liées aux ressources naturelles

**Figure 3 APD et autres apports financiers à l'Afrique**



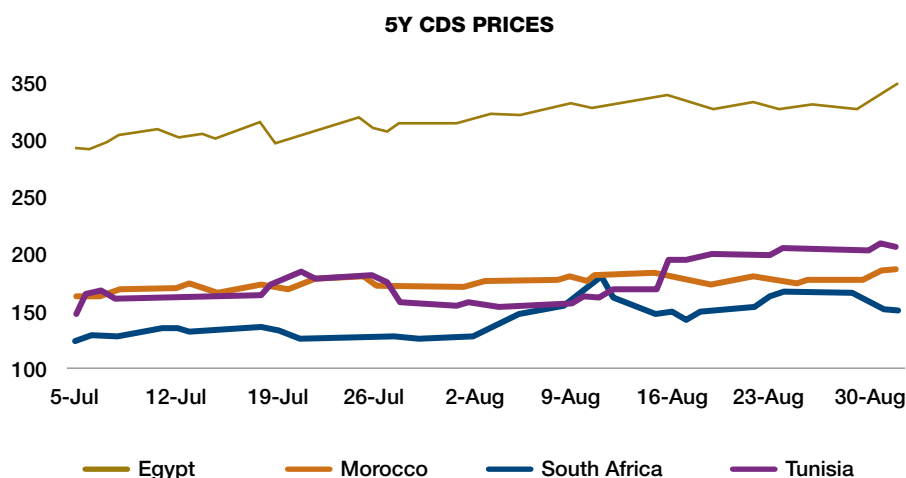
Source : CNUCED (2011) et Indicateurs du développement dans le monde (2011).

Quinze pays africains tirent 25 % ou davantage de leurs recettes courantes des taxes sur le commerce international. Le Swaziland et le Lesotho, dont plus de 60 % du budget de fonctionnement est financé par les taxes commerciales, et l'Ouganda (47 %) sont particulièrement vulnérables à l'effritement de l'assiette fiscale à mesure que se contractent les échanges commerciaux.

représentent une source importante de recettes pour les pays africains exportateurs de pétrole et de produits minéraux, notamment en Libye et en Angola où ces taxes représentent respectivement 66 % et 39 % du PIB.

Un effet externe négatif de la crise de la dette et de la dégradation de la note américaine est l'augmentation éventuelle du coût des emprunts, les marchés internationaux du crédit exigeant des primes de risque de crédit plus élevées pour l'achat de la dette publique. On a des raisons de croire que la crise financière de 2008-2009 a entraîné une majoration des marges sur les obligations souveraines émises par plusieurs gouvernements africains. Par exemple, l'émission par le Maroc d'une obligation à 10 ans en septembre 2010 (peu de temps après la crise) a été exécutée avec une marge de 200 points de pourcentage contre seulement 58 points de pourcentage pour une émission de juin 2007 (avant la crise), toutes choses étant égales par ailleurs. S'il est encore tôt pour évaluer les répercussions des crises actuelles sur le risque de crédit, les données disponibles donnent à penser que les swaps sur défaillance de crédit ont augmenté à 49,5 % sur les obligations tunisiennes, 35,9 % sur les obligations égyptiennes et 22,8 % sur les obligations sud-africaines durant le mois se terminant le 30 août 2011 (Figure 4). De même, les marges ont augmenté sur les obligations souveraines émises par les marchés pionniers comme l'Égypte (3,05 %), le Ghana (2,23 %), le Maroc (3,99 %), le Nigeria (2,7 %), la Tunisie (4,96 %) et le Sénégal (1,2 %) durant la semaine se terminant le 2 septembre 2011 (Bloomberg, 2011). Ainsi, une aggravation de la crise pourrait augmenter le coût de mobilisation des ressources financières sur les marchés internationaux de crédit par les gouvernements africains.

**Figure 4 Prix des swaps sur défaillance de crédit (SDC) à 5 ans, certains pays**



Source : Bloomberg (2011).

La hausse des taux d'intérêt augmentera également les dépenses du service de la dette sur les prêts en cours. Cette situation affectera plus gravement les pays très endettés (Zimbabwe, Côte d'Ivoire, Guinée, Cap-Vert et Soudan) et ceux dont les dépenses du service de la dette mettent sensiblement à contribution les finances publiques. Il s'agit notamment du Liberia, dont le service de la dette extérieure absorbe 280 % des recettes courantes de l'État, de l'Ouganda (85,3 %), du Zimbabwe (67,6 %) et du Soudan (60 %).

#### **2.4 Investissement étranger direct et envois de fonds**

Les flux d'IED, qui ont atteint leur maximum à 73,4 milliards de dollars en 2008, ont régressé deux années de suite, tombant à 55 milliards de dollars en 2010 (Figure 3) en grande partie du fait du ralentissement de la croissance économique dans les pays développés et les économies émergentes. L'incertitude et la perte de confiance imputables à la dégradation de la note américaine, l'accroissement des doutes concernant la reprise économique aux États-Unis et l'aggravation de la crise de la dette dans la zone euro contribueront certainement à maintenir la tendance à la baisse des apports d'APD à l'Afrique cette année – et éventuellement l'année prochaine – comme cela s'est produit après la crise financière de 2008-2009. Le ralentissement prévu pourrait être atténué par la nouvelle tendance des investisseurs à spéculer à la hausse sur le marché des obligations émises par des entités établies en Afrique.

Les plus gros bénéficiaires de l'APD en Afrique pourraient aussi être les plus gros perdants. L'Afrique du Nord a engrangé 35 % de l'APD destinée à l'Afrique de 2005 à 2009 alors que l'Afrique du Sud, l'Angola, le Congo et le Nigeria – tous riches en ressources naturelles – en recevaient ensemble 45 %. Ces pays, et plus particulièrement les pays d'Afrique du Nord comme la Tunisie, l'Égypte et la Libye qui n'ont pas fini de se remettre de la crise politique, sont naturellement les plus exposés à toute réduction des flux d'APD. La Chine et d'autres partenaires émergents d'Afrique pourraient contribuer à atténuer l'impact de la réduction des flux d'APD en provenance d'Europe. Toutefois, les faits observés concernant les crises financières de 2008-2009 ne sont pas très encourageants à cet égard. Les apports d'APD à l'Afrique ont globalement dégringolé de 37 % en 2009.

Les envois de fonds des migrants augmentent progressivement depuis 2000, atteignant 40 milliards de dollars (2,6 % du PIB) en 2010, et ils ont fait preuve de résilience durant la crise financière de 2008-2009, mais rien n'indique que la tendance se maintiendra (Figure 5). Il est à noter que la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie (par ordre d'importance) figurent parmi les 10 premières destinations des émigrants africains. Une aggravation de la crise de la dette pourrait donc entraîner une réduction -- dont l'ampleur est difficile à prédire -- des envois de fonds à



---

Depuis le début du mois d'août 2011, les investisseurs étrangers ont vendu jusqu'à 5,9 milliards de rands d'actions sud-africaines. Certes des obligations d'une valeur de 4,7 milliards de rands ont été achetées durant la même période, mais moyennant une prime de risque plus élevée, ce qui montre que les effets de la crise sont réels.

---



---

Ces conditions incertaines entraînent actuellement sur le marché des devises des mouvements instables qui vont augmenter la prime de risque pour les investisseurs. La prime de risque sur les obligations à 4 ans de l'Afrique du Sud a augmenté à 6,13 points de pourcentage contre 5,11 points de pourcentage le 5 janvier 2011.

---

l'Afrique. Comme d'habitude, les pays qui sont les plus tributaires des envois de fonds seront les plus gravement touchés. Il s'agit notamment du Sénégal, du Soudan, du Kenya, du Nigeria, du Maroc et de la Tunisie, pour lesquels les envois de fonds ont représenté plus de 5 % du PIB en 2009.

## **2.5 Instabilité des flux de portefeuille, des marchés boursiers et des taux de change**

La dégradation de la note américaine et la crise de la dette ont provoqué dans toute l'Europe et au-delà un niveau d'instabilité important des marchés boursiers, dont les effets ne peuvent pas être aisément séparés. Les marchés boursiers africains n'ont pas été épargnés. En raison de leur niveau d'intégration plus élevé avec l'économie mondiale, l'Afrique du Sud, le Nigeria et l'Égypte ont vu leurs marchés boursiers plonger respectivement de 6,9 %, 5,5 % et 10,6 %, durant les trois premiers jours suivant la dégradation de la note américaine. Les résultats décevants de la croissance en Allemagne, une destination clé des exportations de matières premières d'Afrique du Sud, sont venus aggraver les difficultés du marché boursier du pays. Durant les crises de 2008 à 2009, les places boursières du Nigeria, d'Égypte et d'Afrique du Sud ont dégringolé de plus de 50 %, ce qui confirme éloquemment la sensibilité des bourses africaines aux chocs externes. De nombreux marchés pionniers du continent ont subi une baisse brutale des flux de portefeuille au cours de la crise financière, l'investissement de portefeuille en Afrique chutant de 6,9 milliards de dollars en 2007 à - 6,2 milliards de dollars en 2008. L'impact négatif d'une telle chute brutale des apports de capitaux peut être particulièrement grave pour des pays africains comme l'Afrique du Sud, qui comptent sur ces apports pour financer leurs déficits des comptes courants.

La zone du franc CFA, dont la monnaie est rattachée à l'euro, a subi des fluctuations sensibles par rapport au dollar EU, du fait de l'incertitude prévalant sur le marché mondial suite à la dégradation de la note américaine, et aux événements survenus par la suite. Le franc CFA s'est raffermi contre le dollar depuis quelque temps. Si les perspectives économiques demeurent sombres aux États-Unis, l'euro, et par implication le franc CFA, pourrait continuer de s'apprécier vis-à-vis du dollar, effritant ainsi la compétitivité de la zone CFA.

Les fortes fluctuations de l'euro ont diminué les revenus de secteurs importants en Afrique. C'est notamment le cas du secteur de l'horticulture au Kenya, dont les estimations de croissance des recettes cette année ont été revues à la baisse, à 8 %, contre un niveau de 15 % prévu initialement. Cette perspective exerce de nouvelles pressions sur la monnaie faiblissante du Kenya (Reuters, 2011). Des pressions similaires sur des monnaies nationales africaines ont été observées ailleurs.

### 3 Conclusion

La crise de la dette aux États-Unis et en Europe a des répercussions sensibles et de vaste portée sur les économies de la plupart des pays africains, par plus d'une voie. Dans l'ensemble, le risque commercial semble être le facteur déterminant le plus important de l'ampleur de l'impact économique sur les pays africains. De ce fait, les pays qui exportent essentiellement à l'Europe et se spécialisent dans un nombre limité de produits dont les prix sont exposés à des fluctuations procycliques sont les plus vulnérables à la crise de la dette européenne. Au nombre de ces pays figurent les exportateurs de pétrole et de produits minéraux d'Afrique, et les exportateurs de produits agricoles comme le coton et le cacao.

Toutefois, si les crises financières de 2008-2009 peuvent servir de leçon, les économies africaines devraient être mieux préparées pour affronter la crise actuelle. Des politiques expansionnistes de la gestion de la demande pourraient contribuer à amortir les répercussions défavorables sur les emplois et la croissance. Malheureusement, la plupart des gouvernements africains auront une marge de manœuvre limitée si des sources de financement publiques comme l'APD et les taxes commerciales viennent à tarir. Les institutions financières de développement devront donc jouer un rôle de premier plan en soutenant les budgets des États pendant la crise. Par ailleurs, les partenaires émergents de l'Afrique, en contribuant à appuyer les volumes d'exportations des produits de base, peuvent en fait aider à limiter l'impact de la crise sur les économies les plus vulnérables.

La Banque africaine de développement suit de près l'évolution des événements comme elle l'a fait dans le passé pour contribuer à atténuer les répercussions négatives sur les pays membres régionaux. Lors des crises de 2008-2009, la Banque a mis en place une initiative de financement du commerce, dotée d'un budget initial de 500 millions de dollars, et a contribué un montant similaire au Programme global de liquidité pour le commerce extérieur (GTLP). La Banque africaine de développement élabore actuellement une facilité africaine de partage du risque du financement du commerce (ATFRSF), qui comporte un mécanisme de partage de risque entre la Banque et une banque confirmatrice pour faciliter les courants d'échange en Afrique. La Banque assumera une proportion plus élevée du risque pour promouvoir le commerce dans des domaines stratégiques comme les États fragiles, l'allongement des échéances et le commerce intra-africain. La Banque continuera par ailleurs à déployer des instruments de décaissement rapide afin de satisfaire les demandes de financement urgentes de ses pays membres régionaux au cours de toute future crise.

## Références

Bloomberg, 1er septembre 2011. "BRICs No Cure for Global Economic Growth".

Reuters, 5 août 2011. Kenya cuts 2011 horticulture earnings growth forecast.

Claessens, S., N. Van Horen, T. Gurcanlar and J. Mercado. 2008. "Foreign Bank Presence in Developing Countries 1995-2006: Data and Trends", manuscrit non publié.

CNUCED.2010. The World Investment Report 2010. Investing in a low-carbon economy. 20th anniversary edition. Nations Unies. New York et Genève.

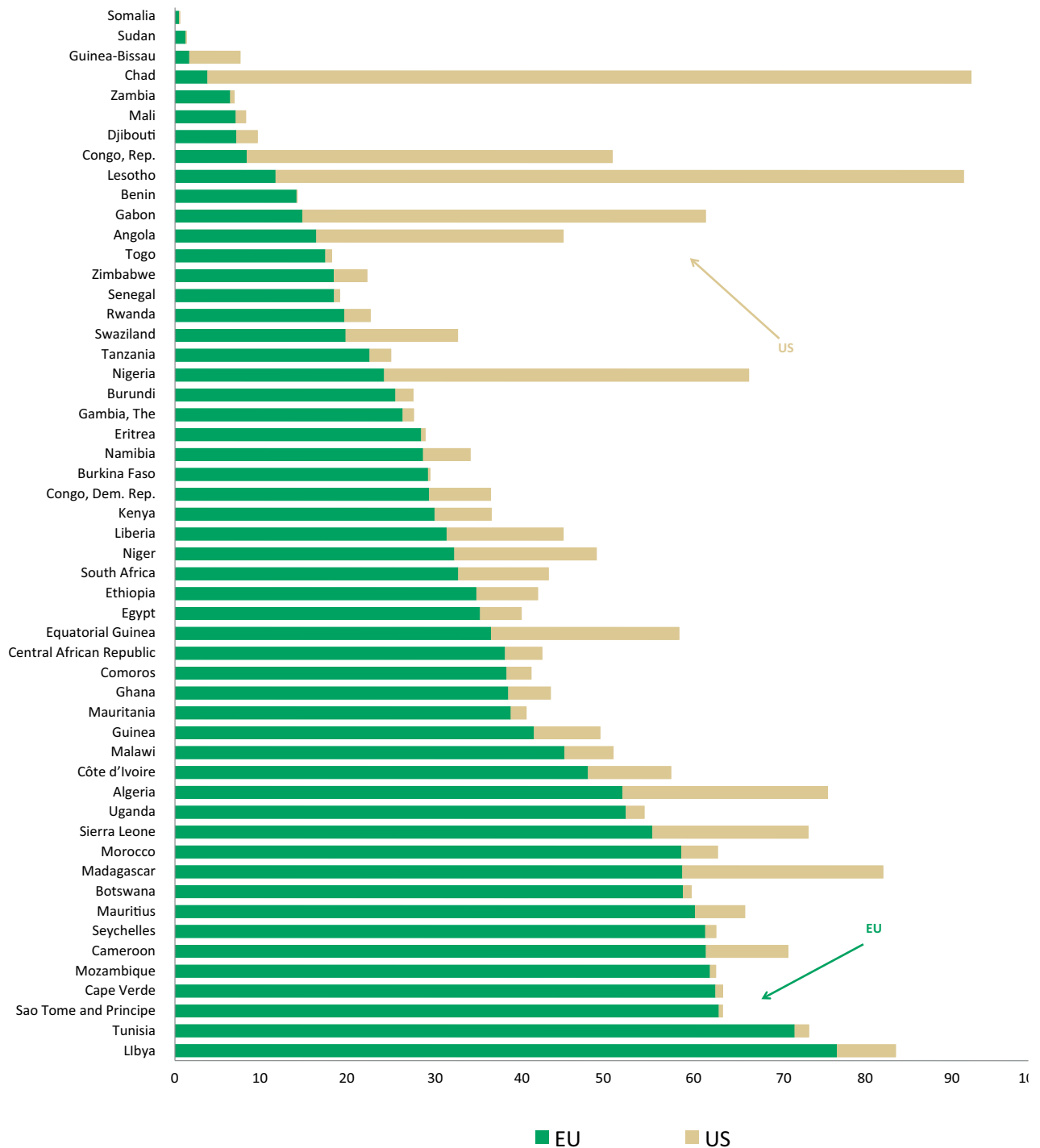
CNUCED.2010. UNCTAD HANDBOOK OF STATISTICS 2010. Nations Unies. New York et Genève.

UNComtrade. 2010. United Nations Commodity Trade Statistics Database. Source: <http://comtrade.un.org/db/>.

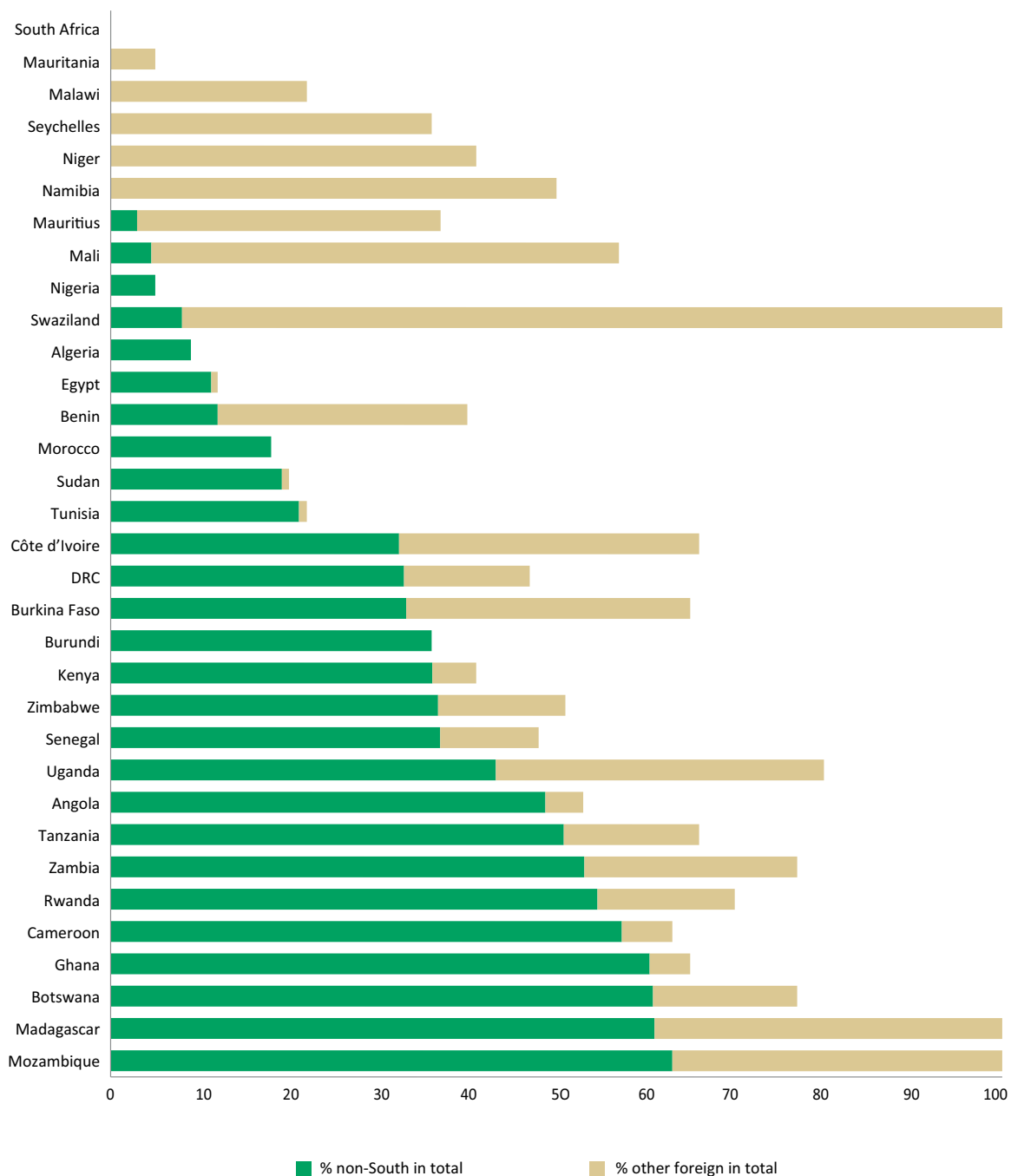
Banque mondiale. 2011. Indicateurs du développement dans le monde. Source: <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.



Figure A1 Part de l'UE et de l'UE+EU dans les exportations des pays africains (2008)



**Figure A2 Domination des banques étrangères en Afrique en 2005**



Note : Une non-Sud est une banque étrangère originaire d'un pays autre qu'un pays en développement (ou une économie émergente).

Source : Estimations des auteurs fondées sur Claessens et al. (2008).



Droits d'auteur © 2011  
Banque africaine de développement  
Angle des l'avenue du Ghana et des rues  
Pierre de Coubertin et Hédi Nour  
BP 323 -1002 TUNIS Belvédère (Tunisie)  
Tél: +216 71 333 511  
Fax: +216 71 351 933  
E-mail: [afdb@afdb.org](mailto:afdb@afdb.org)

#### **Droits et autorisations**

Tous droits réservés.

Le texte et les données de cette publication peuvent être reproduits tant que la source est citée. Toute reproduction à des fins commerciales est interdite.

Les résultats, les interprétations et les conclusions exprimées dans la série des documents de travail de la Banque sont entièrement ceux de (des) l'auteur(s) et ne représentent pas nécessairement l'avis de la Banque africaine de développement, son Conseil d'administration, ou les pays qu'ils représentent. Les documents de travail sont disponibles en ligne à <http://www.afdb.org/>